

LE COMITE ODISCÉ

Réunion du 27 janvier 2022 du comité ODISCÉ

Synthèse de séance

1. INTRODUCTION

Jean-Christophe Niel, Directeur général de l'IRSN, introduit la réunion d'installation du comité ODISCÉ, acronyme d'« Ouverture et impulsion du dialogue avec la société civile sur l'expertise », en remerciant l'ensemble des membres pour leur participation. Il remercie également Michel Badré d'avoir accepté la tâche de présider ce comité.

L'IRSN est l'expert public du risque radiologique et nucléaire ; il s'est engagé depuis 2002 dans une démarche d'ouverture à la société, vue comme une composante du métier de l'expertise et de la recherche. Jean-Christophe Niel souligne qu'à l'issue de la réalisation du bilan de 2020 de dix ans d'application de la charte d'ouverture à la société, deux enjeux sont apparus : d'une part, la nécessité d'élargir le cercle des parties prenantes impliquées, d'autre part l'importance d'évoluer dans les modalités de dialogue avec la société sur l'expertise. C'est dans ce contexte qu'il a souhaité créer le comité ODISCÉ comme une instance de conseil à l'IRSN pour impulser un dialogue régulier et approfondi et favoriser de nouvelles interactions sciences-société sur l'expertise des risques nucléaires et radiologiques. Il compte également sur le comité pour conseiller l'IRSN en vue de diversifier les publics avec lesquels ces échanges seront instaurés.

Michel Badré a accepté la présidence du comité car il pense qu'il n'y a pas de science ou de technique utile, ni de décision démocratique solide dans les domaines techniques complexes, si les experts et la société ne dialoguent pas en profondeur. Il s'agit de faire le pont entre trois types d'acteurs, les citoyens, les experts et les politiques, qui doivent travailler ensemble.

Michel Badré passe ensuite la parole à l'ensemble des membres pour qu'ils se présentent (voir la liste des membres et leurs biographies en annexe), ainsi qu'aux participants IRSN.

La réunion se poursuit selon l'ordre du jour prévu :

- présentation de l'IRSN et de sa politique d'ouverture à la société,
- modalités de fonctionnement du comité – projet de règlement intérieur,
- premiers sujets de travail du comité – propositions IRSN et discussions



2. PRESENTATION DE L'IRSN ET DE SA POLITIQUE D'OUVERTURE A LA SOCIETE

Patrice Bueso, directeur de la stratégie de l'IRSN, présente les missions de l'IRSN dans trois grands domaines d'intervention : la sûreté et la sécurité nucléaires, la protection des personnes et de l'environnement contre les risques liés aux rayonnements ionisants, la gestion des urgences nucléaires et radiologiques. Dans ces domaines, l'IRSN regroupe des activités d'expertise et de recherche, selon trois grands pôles de compétences en santé-environnement, sûreté et sécurité nucléaire.

Audrey Lebeau-Livé, cheffe du service des politiques d'ouverture à la société de l'IRSN, présente la démarche d'ouverture à la société, ainsi que la charte dédiée avec six engagements. Elle cite également quelques exemples d'actions, sur les dossiers de sûreté, dans le domaine du médical, sur le radon et sur la mesure citoyenne de radioactivité.

3. MODALITES DE FONCTIONNEMENT

Michel Badré explique la nécessité de partager les modalités de fonctionnement du comité qui seront définies dans un règlement intérieur. Véronique Leroyer, chargée de mission ouverture à la société à l'IRSN, présente le projet de règlement intérieur qui est ensuite soumis à la discussion du comité.

Plusieurs points de ce projet ont fait l'objet de discussions : nature et modalités d'adoption des avis, indemnisation des membres, lien avec d'autres instances (COR et HCTISN notamment), publication des avis et du retour de l'IRSN sur ceux-ci, possibilité de modification du règlement intérieur.

En fonction des échanges, un projet de règlement intérieur révisé sera envoyé aux membres, afin que ceux-ci puissent faire part de leurs remarques par mail en amont de la prochaine réunion. L'objectif est de parvenir à valider formellement ce règlement au cours de la deuxième réunion du comité.

4. PREMIERS SUJETS DE TRAVAIL DU COMITE

Michel Badré propose d'écouter les sujets que l'IRSN souhaiterait soumettre au comité et d'échanger sur cette base pour les hiérarchiser. Véronique Leroyer précise que les sujets pouvant être abordés par le comité concernent l'expertise de l'IRSN, sur la sûreté des installations, des transports et des déchets, la radioprotection du public, des travailleurs et du médical, la surveillance de l'environnement, la gestion de crise... L'IRSN fait trois propositions de sujets sur lesquels le comité pourrait commencer son travail. Le premier porte sur la surveillance de la radioactivité dans l'environnement effectuée par l'IRSN, le deuxième sur la radioprotection médicale et le troisième sur l'implication des jeunes générations.

Pour illustrer l'un des sujets proposés, François Besnus, directeur de l'environnement de l'IRSN, présente le rôle, les missions et les activités de l'IRSN en matière de surveillance de la radioactivité dans l'environnement, ainsi qu'une vue des actions de transparence et d'ouverture à la société dans ce domaine. Il souligne l'intérêt mutuel à travailler en étroite relation avec des représentants de la société civile, avec un besoin de mieux travailler avec eux pour assurer une réelle contribution de la société civile à la surveillance.

Des échanges qui s'ensuivent, il ressort que les membres sont intéressés par les trois sujets proposés et que ceux-ci peuvent être retenus comme premiers sujets des travaux du comité.

Sur le sujet de l'implication des jeunes générations, les échanges ont conduit à se dire qu'il faudrait investiguer le sujet à la fois de manière transversale sur l'ensemble de l'expertise de l'IRSN, mais également de manière spécifique sur chaque sujet traité.

D'autres sujets sont également soulevés par les membres, comme l'importance de se projeter sur les conditions de l'ouverture en temps de crise, les sujets concernant la sûreté (sur les options de conception ou d'évolution des installations, sur l'implication des jeunes et des générations futures par rapport à l'évolution des options de sûreté, des exigences de sûreté des installations dans le long terme ou plus spécifiquement des SMR).

Il est également souligné la nécessité de définir ce que l'on entend par « la société civile », « les jeunes » ou « les citoyens » en général.

Michel Badré note que plusieurs voix se sont notamment exprimées en faveur du premier thème de la surveillance de l'environnement.

5. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

En conclusion, le comité retient de travailler sur les trois sujets proposés dans l'ordre suivant :

- **l'implication de la société civile dans la surveillance par l'IRSN de l'état radiologique de l'environnement,**
- **l'implication de la société civile dans l'expertise de l'IRSN sur la radioprotection médicale,**
- **l'implication des jeunes générations dans l'expertise de l'IRSN.**

Jean-Christophe Niel fait part de sa satisfaction par rapport aux discussions de cette première réunion qui présagent de l'intérêt des travaux de ce comité. Le comité est là pour conseiller l'IRSN, mais il lui apparaît important que le comité ait une capacité d'initiative.

Jean-Christophe Niel fait également part aux membres des réflexions de l'IRSN pour définir des « critères » de réussite du comité :

- l'IRSN s'empare des avis et recommandations du comité ODISCÉ, en mettant en œuvre et expérimentant des propositions du comité, en diffusant ses avis (en interne et externe) et en faisant un retour régulier vers le comité,
- le comité ODISCÉ est force de proposition, tant sur les sujets traités que sur la remise d'un avis et de recommandations pour chaque sujet traité,
- l'intérêt et l'activité des membres du comité ODISCÉ se maintient dans la durée (participation aux réunions, proposition de sujets, de personnes à auditionner, de fonctionnement et méthode de travail...).

Michel Badré conclut la réunion en remerciant les participants pour cette première prise de contact et les échanges très intéressants. **La prochaine réunion aura lieu le 20 avril 2022. Elle portera sur le sujet de l'implication de la société civile dans la surveillance par l'IRSN de l'état radiologique de l'environnement et l'IRSN transmettra un dossier documenté en vue de préparer cette prochaine séance.**

Annexe : Membres du comité ODISCÉ et participants permanents IRSN

MEMBRES DU COMITE ODISCÉ :

Michel Badré, Président du comité ODISCÉ

Michel Badré, après une formation d'ingénieur, a travaillé pendant 40 ans dans le secteur public de l'environnement, d'abord à l'Office National des Forêts dans différentes fonctions techniques ou managériales, puis au Ministère chargé de l'environnement où il a notamment été chargé de mettre en place puis de présider de 2009 à 2014 l'Autorité environnementale nationale. Il a été ensuite membre du Conseil économique social et environnemental de 2015 à 2021, et vice-président de ce Conseil de 2018 à 2021. Il a été l'un des trois membres de la mission de médiation mise en place par le gouvernement en 2017 sur le projet de Notre-Dame-des-Landes, ayant conduit à la décision d'abandon de ce projet en janvier 2018. Il est membre depuis 2016 du comité d'éthique commun à l'Inrae, l'Ifremer, le Cirad et l'IRD, et préside ce comité depuis 2021. Il a participé à la Commission particulière du débat public de 2019 sur le plan de gestion des matières et déchets radioactifs (PNGMDR), et a été désigné par le Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire (HCTISN) pour présider à partir de 2022 le comité de suivi des concertations sur le projet Cigéo.

Evelyne Allain

Evelyne Allain dirige l'Institut Français des Formateurs risques Majeurs et protection de l'Environnement (IFFO-RME). Cette association œuvre depuis plus de 20 ans sur le champ de l'information préventive et l'éducation à la prévention des risques majeurs naturels et technologiques. Elle défend une double approche culturelle (connaissance des phénomènes, réduction de la vulnérabilité) et opérationnelle à travers les comportements et la mise en sûreté. L'IFFO-RME s'appuie sur un réseau de personnes formées, relais en territoire, spécialistes des risques, gestionnaires de crises et pédagogues pour développer la formation, les actions en direction de la jeunesse et du tout public et la conception de supports et pratiques pédagogiques sur des sujets techniques avec le souci permanent d'une vulgarisation exigeante. Evelyne Allain est impliquée sur le sujet nucléaire depuis 2006 en lien avec les acteurs du nucléaire, a animé des réunions ou débats publics sur des sujets liés à la radioactivité et aux risques nucléaires programmées par les CLI ou par des CCSTI. Elle suit également les travaux du comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle (Codirpa) sur la mobilisation des parties prenantes et la culture du risque radiologique ou encore le projet OpenRadiation. Elle est issue d'une formation universitaire en géographie physique, sensible au terrain et à l'expérimentation.

Isabelle Barthe

Isabelle Barthe est commissaire enquêteur et fait partie de la liste nationale des garants de la concertation établie par la commission nationale du débat public (CNDP). Elle a été membre de trois commissions particulières du débat public (CPDP), dont celle qui a conduit le débat de 2019 sur la 5ème édition du plan national de gestion des matières et déchets radioactifs (PNGMDR). Elle a ensuite été co-garante de la concertation de suivi de ce débat, en 2020-2021. Toujours dans le domaine du nucléaire, elle a été co-garante, en 2018, de la concertation initiée par le Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sûreté nucléaire (HCTISN), sur l'amélioration de la sûreté des réacteurs de 900 MW du parc nucléaire français, dans le cadre de leur 4ème réexamen.

Guillaume Blavette

Guillaume Blavette est professeur d'histoire et géographie résidant à Rouen. Il est ancien militant associatif qui exerça différents mandats au sein de France Nature Environnement (FNE) et du Réseau Sortir du nucléaire. Il est engagé dans la surveillance citoyenne des installations nucléaires de base depuis plus de quinze ans notamment au sein de la CLIN Paluel-Penly, acteur de nombreux débats publics, puis membre du GT PNGMDR (plan national de gestion des matières et déchets radioactifs) et de la commission d'orientation du PNGMDR pour FNE.

Anne Chevreil

Consultante sénior en ingénierie de la concertation et directrice de VOX OPERATIO. Maîtresse de conférences associée, elle était responsable jusqu'en 2021 du Master Concertation et Territoires en transition de Sciences Po Rennes.

Paul Christophe

Député du Nord et président de la CLI de Gravelines, président de la commission d'enquête sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires

Marc Clément

Depuis septembre 2018, Marc Clément est président de chambre au Tribunal administratif de Lyon. Il est également membre de l'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable depuis août 2014 et membre de la commission d'éthique et de déontologie de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire depuis avril 2015. Il est membre depuis septembre 2017 du comité d'application de la convention de Aarhus (UNECE) et Vice-président du comité depuis 2021. Il est membre fondateur de l'Institut européen du droit (European Law Institute). Il a été en charge de dossiers d'infraction au droit de l'Union européenne à la Direction générale de l'environnement de la Commission européenne de 2006 à 2012 et conseiller juridique de l'Agence européenne pour l'environnement de 2004 à 2006.

Sébastien Farin

Sébastien Farin est directeur dialogues et prospective de l'Andra depuis septembre 2019. Il est impliqué depuis plus de 20 ans dans les interactions sciences/société, d'abord dans le domaine de la vulgarisation/médiation scientifique (Palais de la découverte de 1997 à 2003, Centre de vulgarisation de la Connaissance en 2004, Encyclopédie Universalis en 2005), puis dans le dialogue et l'association des parties prenantes sur la gestion à long terme des déchets radioactifs (Andra, de 2006-2016 puis depuis 2019, notamment autour du projet Cigéo en particulier le débat public de 2013) et l'ouverture à la société dans le domaine des risques industriels hors nucléaire (Ineris, de 2016 à mi-2019).

Emmanuelle Jannès-Ober

Emmanuelle Jannès-Ober est directrice adjointe de la DipSO (Direction pour la science ouverte) à INRAE où elle met en œuvre et coordonne, avec la directrice Odile Hologne, la politique science ouverte de l'institut. Docteur en Géographie, elle travaille depuis de nombreuses années dans la recherche (Institut Pasteur, Cemagref-Irstea, INRAE) où elle a eu notamment en charge l'appui à la stratégie (intelligence stratégique, prospective, dispositifs de veille, métriques), le développement de la science ouverte (Open Access, Open Data, ...) et l'évolution des missions et métiers de l'information scientifique et technique ; elle était en outre membre du groupe des signataires de la Charte d'ouverture à la société pour Irstea. Par ailleurs, elle a également travaillé dans le secteur du développement (ONG, coopération bilatérale –Ibiscus- et multilatérale Unesco, Onudi, ...) y compris comme consultante (management, ingénieries de l'information et de la formation, transfert) en Afrique et Amérique latine.

Cécile Laugier

Cécile Laugier est biologiste et ingénieur. Après un premier poste dans l'administration en région PACA, elle rejoint EDF en 1999. Elle exerce diverses fonctions d'appui d'abord en région puis auprès de la présidence du Groupe dans le domaine de l'environnement. Elle a exercé successivement la direction de deux centres d'expertise de l'ingénierie nucléaire : le CEIDRE, centre spécialisé dans le domaine des matériaux, puis le SEPTEN, centre d'ingénierie spécialisé dans la conception et les études de sûreté des réacteurs nucléaires. Elle est actuellement Directrice déléguée en charge de l'environnement et de la prospective auprès de la Direction de la production nucléaire d'EDF.

Yves Lheureux

Yves Lheureux a pris depuis 2019 la direction de l'ANCCLI, fédération des comités et commissions locales d'information, où il anime le réseau des 35 CLI. Il vit depuis plus de 30 ans, à proximité de la centrale nucléaire de Gravelines (l'une des plus grandes centrales nucléaires au monde avec 6 réacteurs de 900 MWe). De formation scientifique, il a rejoint l'ANCCLI en 2012. Il a travaillé toute sa vie sur l'information du public et l'implication des parties prenantes concernant les questions chimiques et nucléaires, au niveau local. L'objectif principal de son travail est de promouvoir le dialogue et de partager les connaissances entre les institutions, les experts publics, les opérateurs et, ... les citoyens et les acteurs locaux. Il s'agit également de développer l'expertise des citoyens afin de leur donner la capacité de s'impliquer dans le processus de prise de décision sur les questions nucléaires. Il a passé une grande partie de sa vie professionnelle à organiser des initiatives locales pour sensibiliser les citoyens aux questions environnementales et nucléaires : initiatives locales avec des ONG, participation à la semaine de la "prévention", sensibilisation locale avec les enfants à l'école, visite d'installations industrielles...

Clément Mabi

Maître de conférences à l'Université de Technologie de Compiègne (UTC), directeur adjoint du laboratoire Costech (Connaissance Organisation et Systèmes Technique) de l'UTC, Clément Mabi est spécialiste des relations entre innovation technologique et démocratie, notamment dans ses formes participatives. Ses recherches les plus récentes portent sur l'étude des politiques publiques de l'innovation numérique au sein des administrations. A l'UTC, il est responsable d'un parcours d'enseignements « Communication, Controverses et technologies ». Il a également participé à l'organisation de plusieurs concertations sur les questions énergétiques.

Alima Marie-Malikité

Directrice de cabinet, en charge de l'ouverture et du dialogue avec la société au sein de la direction générale de Santé Publique France (SPF). Référente de la Direction générale auprès du Comité d'Orientation et de Dialogue de SPF.

Yves Marignac

Chef du Pôle énergies nucléaire et fossiles de l'Institut négaWatt, et référent méthodologique et porte-parole de l'Association négaWatt, Yves Marignac exerce depuis 1996 une activité d'expertise sur le nucléaire et la transition énergétique portée vers le débat public. Après une formation universitaire en mathématiques puis un DEA en information scientifique et techniques, il a été chargé d'études, directeur adjoint puis directeur de l'association WISE-Paris jusqu'en 2019. Il a notamment été conseil auprès de la Commission particulière du débat public sur l'EPR de Flamanville en 2005-2006, coordinateur du Groupe d'expertise pluraliste sur les mines d'uranium de 2006 à 2013, coordinateur de l'expertise au sein du Secrétariat général du débat national sur la transition énergétique en 2012-2013. Il est par ailleurs membre depuis 2014 des Groupes permanents d'experts sur les réacteurs (GPR) et sur les usines (GPU), et depuis 2017 du Groupe permanent d'experts sur les équipements sous pression nucléaire (GPESPN).

Maïté Noé

Maïté Noé est adjointe au maire de Vinon Sur Verdon depuis 14 ans en charge de la sécurité, protection des populations, risques majeurs. Elle est responsable de l'élaboration et de la révision du Plan Communal de Sauvegarde (PCS), est en collaboration étroite avec les directeurs d'établissement scolaire pour la préparation de leur Plan Particulier de Mise en Sûreté (PPMS) et des exercices y afférents et participe aux révisions du Plan Particulier d'Intervention (PPI) de Cadarache. Elle est vice-présidente de la commission locale d'information (CLI) de Cadarache et présidente de la Commission Information du Public (CIP) de la CLI. Elle est membre du bureau de l'association nationale des comités et commissions locales d'information (ANCCLI) et pilote du groupe permanent de l'ANCCLI sur le post-accidentel. Elle participe également aux travaux du comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle (Codirpa).

Christine Noiville

Docteur en droit, Christine Noiville est directrice de recherche au CNRS, directrice de l'Institut des Sciences juridique et philosophique de la Sorbonne depuis 2019, co-rédactrice en chef des Cahiers Droit, Sciences et Technologies depuis 2019 et présidente du Comité d'éthique du CNRS depuis 2021. Elle a été présidente du Comité économique, éthique et social du Haut Conseil des biotechnologies de 2009 à 2014, et présidente du Haut Conseil des biotechnologies de 2014 à 2018. Depuis 2018, elle est présidente du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire (HCTISN).

Marion Roth

Marion Roth est titulaire d'un master en affaires publiques de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Après une expérience en collectivités, elle rejoint le think tank Décider ensemble en 2014 comme responsable du plaidoyer puis directrice. Depuis 2019, elle travaille en collectivité, d'abord en tant que conseillère en participation citoyenne, puis comme directrice de cabinet. Elle dispense, depuis 2020, un cours sur la participation citoyenne dans les collectivités au sein du M2 ingénierie de la concertation de Paris 1.

Yannick Rousselet

Retraité depuis 2022, Yannick Rousselet est consultant indépendant en sûreté nucléaire et mandaté comme représentant de l'organisation Greenpeace France dans les institutions et porte-parole dans les médias. Il est membre des CLI de la Manche (Flamanville, La Hague et le Centre de Stockage de la Manche). Ancien ouvrier chaudronnier, puis technicien supérieur à la Direction des Constructions Navales (DCN), il a décidé en 2002 de démissionner de ses fonctions étatiques pour se consacrer à Greenpeace dont il était déjà militant depuis 1978. Jusqu'en 2021, il était chargé de campagne nucléaire à Greenpeace France.

Simon Schraub

Simon Schraub est docteur en médecine et en Sciences Sociales, professeur émérite de cancérologie et directeur honoraire du Centre de lutte contre le cancer Paul Strauss de Strasbourg. Il est administrateur et vice président de la Ligue contre le cancer, comité du Bas Rhin. Il est membre du Comité d'orientation des recherches en sûreté nucléaire et radioprotection (COR) de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), représentant la Ligue contre le cancer. Il est membre du comité d'éthique de la Faculté de Médecine de Strasbourg et membre du comité Éthique et Cancer. Il est président de l'Association Cancérologues sans frontières.

Serge Vidal

Originaire de l'Ardèche, Serge Vidal est diplômé de l'INSA Lyon et d'une spécialisation de l'école centrale de Paris sur la prévention des risques technologiques majeurs. Il a travaillé à Framatome, puis au CEA / IPSN, puis à EDF, entreprises dans lesquelles il a exercé des responsabilités syndicales à la CGT et a été représentant du personnel. Il a participé aux Directions départementales de la CGT interprofessionnelle dans les Hauts-de-Seine (92) et en Essonne (91). Il a été conseiller municipal, à différentes périodes, à Puteaux (92) et à Asnières (92). Retraité depuis 2021, il est toujours associé aux activités de la Fédération nationale mines-énergie (FNME) de la CGT.

Représentant de MTE (en cours de désignation)

Représentant de DGS (en cours de désignation)

SECRETARIAT TECHNIQUE IRSN

Audrey Lebeau-Livé, Cheffe du service des politiques d'ouverture à la société

Véronique Leroyer, secrétaire technique du comité ODISCÉ

PARTICIPANTS IRSN PERMANENTS

Jean-Christophe Niel, Directeur général

Patrice Bueso, Directeur de la stratégie

François Besnus, Directeur de l'environnement

Jean-Michel Bonnet, Directeur de la santé

Igor Le Bars, Directeur de l'expertise de sûreté

Sylvie Charron, Adjointe à la cheffe du service des politiques d'ouverture à la société